

Économie du savoir et participation socio-professionnelle

D. Riverin-Simard¹

C. Michaud¹

A. Spain¹

C. Delmotte¹

L. Paiement¹

1. Centre de recherche sur
l'éducation et la vie au
travail (CRIEVAT).
Université Laval

Résumé

L'économie du savoir, c'est-à-dire la mise en valeur et l'exploitation des idées comme matière naturelle première, amène son lot d'inquiétudes et d'interrogations. Dans cet article, nous abordons celles relatives à la cohésion sociale, à la participation socioprofessionnelle, et notamment, la redéfinition du développement vocationnel adulte et l'orientation de carrière. Les penseurs de l'économie du savoir accordent une place centrale à la participation collective de tous. Et, dans ce contexte de la nouvelle économie, nous proposons de concevoir le développement vocationnel à titre de redéfinition continue de sa participation sociale. Nous mettons aussi en lumière certaines implications pratiques, basées notamment sur nos travaux de recherche.

Mots clés: économie du savoir, participation socio-professionnelle, cohésion sociale.

Abstract

The knowledge-based economy, that is the development and exploitation of ideas taken as raw material, brings its batch of concerns and interrogations. In this article, we approach those relating to social cohesion, socio - professional participation, and in particular, the redefinition of the adult vocational development and of career guidance. Thinkers of the knowledge-based economy grant a central place to the collective participation of all. In this new economic context, we propose to conceive of the vocational development as the continuous redefinition of one's social participation. We also clarify certain practical implications, based on our research results.

Key-words : knowledge-based economy, socio-occupational involvement, social cohesiveness.

Correspondance :

Centre de recherche sur
l'éducation et la vie au travail
(CRIEVAT).

Université Laval (Québec) G1K
7P4

danielle.riverin-simard
@fse.ulaval.ca

Le monde, dans ce qui constitue sa nature, sa réalité, émerge dans la pensée contemporaine comme une construction de l'esprit humain, qui l'habite à sa manière et l'explique en lui donnant sens (Rogoff, 2003 ; von Barloewen, 2003). Ainsi la vérité n'est plus un absolu et admet approximation, probabilité et conditionnalité. C'est le cas pour la personne: le monde est ma représentation, nous confirment les philosophes (Gauchet, 2002). De même en est-il de certains progrès accomplis notamment par les sciences physiques. «La théorie du chaos, la théorie des catastrophes, la théorie de la complexité et la théorie des structures dissipatives sont autant d'expressions de la contingence, de l'indétermination, de l'interdépendance et de la diversité qui caractérisent la nature d'après la nouvelle science» (Rifkin, 2000, p.249). C'est également le cas dans les sciences sociales où la vérité n'est pas davantage un absolu. Par exemple, selon Gauchet (2002), la démocratie est contre elle-même et elle est son plus redoutable adversaire. Touraine (Touraine & Khosrokhavar, 2000), pour sa part, va même jusqu'à demander «à ce que l'on n'utilise plus la notion de société» (p.31), car «l'unité du social [a disparu]... tous les secteurs de la vie sociale ont pris leur indépendance» (p.296-7). C'est également le cas du travail-emploi. Il est une construction de l'esprit humain apparue vers la fin du deuxième millénaire.

C'est dans ce contexte de remise en question fondamentale qu'apparaît la nouvelle économie du savoir, c'est-à-dire la mise en valeur et l'exploitation des idées comme matière naturelle première (Latouche, 2003; OCDE, 2003 ; Castells, 2002). Du coup, les réalités sociales et économiques doivent se redéfinir (Giddens, 2003 ; Etzioni, 2003). Nommons ici le travail, y compris le développement vocationnel, la trajectoire professionnelle et le counseling de carrière (Goulet & Singh, 2002). Par exemple, le discours des penseurs de la nouvelle économie incite à croire que le développement vocationnel adulte devrait de moins en moins se concevoir sous la forme d'une participation professionnelle spécifique, rattachée au travail-emploi, caractéristique de la seconde moitié du XXe siècle. Si tel est le cas, plusieurs questions se posent. Dans la nouvelle économie du savoir, l'élément pivot de ce développement vocationnel et de la trajectoire de carrière devrait-il s'avérer la reconnaissance de la participation à divers milieux (organisationnel, familial, voisinage, communautaire), comme semblent le laisser croire les différents écrits des futurologues? Autrement dit, dans ce contexte socio-économique nouveau, l'orientation de carrière se verrait-elle mieux définie comme une orientation de participation sociale élargie, ou surtout, la reconnaissance de la multitude des modes de participation reconnue, et non encore reconnue? Le but de cet article est précisément d'apporter certains éléments de réponse à cette question. Mais pour ce faire, nous posons deux interrogations préalables. Dans la nouvelle économie du savoir, qu'arriverait-il si le travail n'était plus central dans nos vies? Comment favoriser la cohésion sociale dans un tel contexte?

Mais d'entrée de jeu, nous soulignons immédiatement qu'il y a des dangers de détournement et d'échec à cette centralité de la participation sociale. Dans l'économie du savoir, rappelons-le, ce sont les idées qui tiennent lieu de richesses naturelles (Latouche, 2003 ; Castells, 2002 ; Rifkin, 2002). Elles se vérifient par la recherche et finissent, à l'occasion, par se transformer en emplois. Cependant, toutes les idées n'ont pas forcément un pouvoir commercial immédiat. Qu'arrive-t-il aux idées en forme d'opinion, par exemple, de la conscience collective ou du discours public? Que deviennent les idées qui ont un pouvoir d'influencer? Un risque récemment identifié (Thuot, cité par Gagnon, 2002) serait que l'idéologie de participation, fondée sur le

partage d'idées, dans la création et dans l'accès, soit détournée au profit d'experts des connaissances et au profit du pouvoir de gestion de la société, donc, de bureaucrates, au détriment de la participation réellement démocratique, celle que chaque citoyen peut exercer directement ou par le biais d'un représentant légitimement élu. Pour leur part, Méda et Schor identifient un échec possible à l'économie du savoir, et à son exigence centrale de la participation sociale de tous.

«Tant que nous concevons la société comme une collection d'individus ayant de stricts rapports marchands entre eux, nous demeurerons avec cette incapacité de penser la société autrement que dans les deux formes que nous avons connues jusqu'ici: le totalitarisme et le libéralisme débridé; ces deux formes sont toutes deux incapables de créer et de maintenir des collectivités humaines maîtresses de leur destin» (1997, p.29).

C'est notamment pourquoi, selon Rifkin (2000), il faut, pour le bon fonctionnement de l'économie du savoir, dénoncer le fait suivant qui va trop souvent à l'encontre de la logique de la participation sociale de tous. «On est successivement passé de la production de biens à la fourniture de services, puis à la transformation en marchandise des relations humaines et enfin à la commercialisation de l'accès aux expériences culturelles: ainsi, tous les rapports sociaux sont devenus des rapports exclusivement économiques» (p.16).

Qu'arriverait-il si le travail-emploi n'était plus central dans nos vies?

De quelques particularités de l'économie du savoir

Dans l'économie du savoir, la centralité du travail-emploi semble définitivement remise en question. Mais traçons tout d'abord les grandes lignes de cette nouvelle économie. Selon le politicologue Homer-Dixon (2002), l'économie du futur est appelée à gérer des ressources qui s'amenuisent. Mais l'une des ressources qui, elle, n'est pas en voie d'extinction est la production d'idées. De dire l'auteur, «les idées, comme celles qui s'incarnent dans les nouvelles technologies, sont un facteur de production économique qui s'ajoute au capital, au travail et à la terre» (p.2). En tant que capital, les idées sont intéressantes notamment pour deux raisons: elles ne sont pas confisquables et elles peuvent survivre à l'humain qui les produit. Ainsi, dans la nouvelle économie, le savoir est le nouveau fondement de la prospérité: il remplace «les ressources naturelles en tant que facteurs clés de développement et par conséquent, à répartition équivalente des ressources humaines et naturelles, le classement général des nations va changer. Les ressources humaines auront plus de valeur et les ressources naturelles moins» (Thurow, 2000, p.133). Au coeur de l'ancienne théorie néoclassique, rappellent Lindsey, Courant et Ragan (1999), on retrouve la fonction de production: le rendement de l'économie dépend des facteurs de production utilisés. Mais, poursuivent ces auteurs, l'économie du savoir attire plutôt l'attention sur le rôle des idées; avec l'économie des idées, il n'y a aucune frontière à la croissance durable et créatrice du revenu réel.

Ainsi, nombre de scientifiques, dont les sociologues et les économistes, s'accordent aujourd'hui pour affirmer que le monde vit actuellement à l'heure de l'économie du savoir. Thurow (2000) notamment, souligne l'avènement de cette économie où le savoir est le nouveau fondement de la prospérité : les êtres humains

qui possèdent le savoir ne peuvent pas être réduits en esclavage. Cet espoir de prospérité incite Méda (Méda & Schor, 1997, p.36) à accorder au savoir une valeur sociale quasi-idéale dépassant celle que représentait jusqu'ici la production de biens.

«Tel est notre rôle à nous, vieux pays industrialisés: profiter de la possibilité de continuer à produire toujours plus avec toujours moins de travail pour augmenter la force de notre lien politique et social; accompagner les tendances centrifuges de l'économie moderne d'éléments permettant le renforcement des liens unissant les individus; faire en sorte que la mise en valeur matérielle du monde aille de pair avec une élévation du désir de paix, de l'amitié et de la culture».

Dans l'économie du savoir, c'est aussi la forme du travail-emploi qui change. Toupin (2000) souligne que «le nouveau paradigme fait surtout appel au triptyque de compétences clés suivantes: conceptualiser, solutionner, appliquer. Ces compétences stratégiques ne correspondent plus, comme dans les sociétés industrielles, à une division hiérarchique du travail. Au contraire, elles se concentrent toutes, plus ou moins, sur les travailleurs autonomes et responsables» (p.245). Les travailleurs voient leurs tâches se modifier en ce sens qu'une économie fondée sur le savoir ajoute aux facteurs de production la base des connaissances. Selon la théorie de l'économie du savoir, la source d'une croissance soutenue est l'accumulation des connaissances, qui se traduit par des méthodes de production et une organisation plus efficaces, lesquelles engendrent des produits et des services nouveaux et de meilleure qualité. Elle reconnaît que les connaissances peuvent faire augmenter le rendement des investissements (Lipsey, Courant & Reagan, 1999). Comme le mentionne Rifkin (2000), «la propriété intellectuelle est le nouveau trésor immatériel de l'ère naissante, qui voit l'esprit dominer la matière» (p.76).

Qu'en est-il de la centralité du travail-emploi dans nos vies?

Le Conseil européen (2000) estime que, dans l'économie du savoir, il y a un double volet: la citoyenneté active et l'insertion professionnelle. Cette institution vise l'insertion pour tous, et donc le plein emploi: «pour la plupart des gens, et pendant la majeure partie de leur vie, l'indépendance, l'estime de soi et le bien-être sont associés à l'exercice d'un emploi rémunéré, lequel représente donc un facteur crucial de leur qualité générale de vie» (p.6). La citoyenneté active, elle, «s'intéresse à l'éventuelle participation des citoyens à toutes les facettes de la vie sociale et économique, aux chances dont ils bénéficient et aux risques qu'ils encourent ce faisant, et entend donc déterminer jusqu'à quel point ils ont la sensation d'appartenir à la société dans laquelle ils vivent et d'avoir voix au chapitre» (p.6). Le Conseil européen (2000) souligne l'évolution perceptible des sociétés vers des politiques intégrées où sont de plus en plus pris en compte les objectifs sociaux et culturels au côté des objectifs économiques: «partout où des voies se font entendre pour que le processus de prise de décision soit désormais aussi proche que possible des citoyens et repose davantage sur leur participation» (p.10). Autrement dit, selon le Conseil Européen, si le travail-emploi doit demeurer central dans nos vies, le travail-citoyenneté doit prendre une place tout aussi grande. Mais, que ce soit en raison de la citoyenneté active ou de l'insertion professionnelle, la quête de prospérité dans la nouvelle économie requiert «des connaissances et des compétences actualisées et appropriées permettant de prendre part et de contribuer à la vie économique et sociale» (p.6). Ainsi, l'avenir appartient au citoyen compétent et connecté et ce, tant dans le travail-emploi que dans

la citoyenneté active. C'est là la vision globale du Conseil Européen. Mais il n'en va pas de même des discours de plusieurs autres penseurs de l'économie du savoir qui jugent utopique cette double visée de la citoyenneté active et de l'insertion professionnelle.

Rifkin, en 1997, déclarait fini le travail sous sa forme traditionnelle, soit l'obligation faite à chacun de participer à la production des biens et services nécessaires à la vie humaine. L'économie du savoir nécessite l'émergence d'un nouveau contrat social, selon lequel le travail de production est presque entièrement redevable aux machines et où la société est centrée autour d'activités de service porteuses de sens et d'activités de type communautaire qualifiant la nouvelle économie de post-marchande. Dans une telle économie, la société se redéfinit sans accorder la même importance au travail-emploi. Selon Gorz (1997), «il faut que le travail perde sa centralité dans la conscience, la pensée et l'imagination de tous» (p.12). Ferry (1995) dénonce l'idéologie du plein emploi comme «le plus gros obstacle à un dénouement positif de la crise actuelle» (p.51). En somme, dans la nouvelle économie du savoir, la centralité du travail-emploi disparaîtrait de nos vies en raison notamment du fait majeur suivant: le plein emploi n'aurait, semble-t-il, plus de sens. C'est pour cette raison que, depuis quelques années, certains proposent un revenu de citoyenneté; cette proposition cherche à mettre fin à la crise de l'emploi en tant qu'elle permet de sortir du lien nécessaire entre pauvreté et marché de l'emploi.

Dans cet ordre d'idées, multiactivité et appartenance doivent être repensées. Pour Fragnière (1992), la remise en question de la centralité du travail-emploi doit s'appuyer notamment sur les valeurs intemporelles du travail. C'est-à-dire: 1) la nécessaire association de l'activité humaine à la réalisation de soi; 2) le droit de participer à la redistribution des richesses; 3) la reconnaissance de la personne humaine et non de la croissance économique comme finalité ultime de l'économie. Létourneau (1997) propose, pour sa part, la mise en relief d'une distinction entre contrat social et contrat marchand pour les travailleurs et les travailleuses québécois. Il exprime cette distinction en ces termes un peu désabusés : «être un travailleur salarié, ou ne pas être, tel est le dilemme contemporain devant lequel se retrouve le Québécois contemporain» (p.206). De son côté, Gorz (1997) affirme «il faut penser le travail comme ce que nous faisons. Il faut oser vouloir nous réapproprier le travail... ce que Rifkin appelle la fin du travail annonce la fin de ce que tout le monde a pris l'habitude d'appeler le travail. Il ne s'agit pas du travail au sens anthropologique ou philosophique» (p.12). Ce travail à reconquérir n'a plus rien à voir avec le travail-emploi, mais est plutôt centré sur ce par quoi il contribue à la socialité, à l'accomplissement de soi, à l'inclusion, à la socialisation identitaire : «il s'agit de prendre acte que ni le droit à un revenu, ni la citoyenneté plénière, ni l'épanouissement et l'identité de chacun ne peuvent plus être centrés sur et ne dépendre que de l'occupation d'un emploi» (Gorz, 1997, p.91). Freyssenet (1995) engage aussi à une relecture de la société sans la centralité du travail-emploi : «pour que le travail ne soit plus central, et que la société se structure sur d'autres rapports sociaux, il faudrait que la vente des capacités de travail de chacun ou du produit de son travail, ne soient pas la condition pour accéder... à la vie même dans nos sociétés» (p.243). Ainsi donc, ce n'est pas qu'une relecture du sens du travail qui s'avère nécessaire mais bien aussi des fondements de la société.

Par ailleurs, au sein d'une révision complète de la centralité du travail-emploi, un certain nombre de personnes décident aujourd'hui de vivre différemment leur

rapport au travail-emploi et à la société. Selon Schor (Méda & Schor, 1997), «aux États-Unis, nous avons une avant-garde de personnes qui choisissent de vivre en marge de cette société, qui préconisent une sorte de décélération... leurs valeurs ont changé. C'est qu'ils veulent avoir la maîtrise du temps dans leur vie... le sens de leur travail, le sens de leur vie l'emportent sur la quantité d'argent qu'ils gagnent, et c'est un changement très profond» (p.39). Schor conclut: «nous devons nous attaquer au consumérisme et aux modalités de répartition du temps» (Méda et Schor, 1997, p.54), seule façon de retirer aux entreprises omnipuissantes le levier par lequel elles exercent leur pouvoir. Gorz (1997) croit que la multiactivité prend sa place dans la société, combinant la société de travail-emploi telle que nous la connaissons et une société de culture telle que la pratiquaient l'élite athénienne. Cela voudrait dire que «le temps et l'espace social soient aménagés de manière à signifier à chacun que tous attendent de tous qu'ils cumulent ou alternent une pluralité d'activités et de modes d'appartenance» (p.131).

La personne humaine, dans un telle redéfinition de la centralité du travail-emploi, devient, elle aussi, en changement. Pour s'adapter, la personnalité se fait plus complexe, moins entière. Par exemple, selon Lifton (1993), pour pouvoir vivre, le moi a besoin d'adopter une forme de conscience protéiforme. Cette forme de conscience et sa fonction ne signifient pas la disparition du moi. L'existence de personnalités multiples réfère plutôt à une plus grande flexibilité et une plus grande maturité chez l'individu. Elles lui permettent de proagir à un monde ambigu, complexe et poursuivant même souvent des finalités paradoxales, du moins en apparence. Cela donne des individus moins individualistes, des êtres humains plus prêts à l'interconnexion, plus tolérants aux différences et plus enclins à repenser leur vie sans la centralité du travail-emploi. Aussi Rifkin (2000) base sur l'empathie une grande partie de ce que sera la compréhension réciproque, la confiance sociale et l'esprit de solidarité entre les humains du XXI^e siècle, «Si on peut concevoir, comme s'en alarment certains psychologues, qu'une conscience protéiforme puisse déboucher sur une fragmentation de l'identité, on peut aussi supposer que l'expérimentation de personnalités multiples engendre une nouvelle capacité d'empathie avec nos semblables et, ce faisant, ouvre la voie d'un renouveau culturel» (p.275).

Par ailleurs, même si le travail-emploi semble de moins en moins central dans nos vies, on pourrait cependant dire, comme au temps de la monarchie, «le travail-emploi est mort, vive le travail» en ce sens qu'il renaît sous une autre modalité. Méda (Méda & Schor, 1997) souligne la place qu'occupe ce travail-emploi: «non seulement sa raréfaction poserait des problèmes techniques redoutables (à partir de quoi organiser une distribution juste des revenus, par exemple) mais aussi des problèmes métaphysiques : c'est le vide qui apparaît lorsque le travail se retire» (p.44). Elle admet que l'économie du savoir nous convoque à l'innovation quant aux nouvelles manières de vivre dans des sociétés où il y aurait moins de travail-emploi. Mais il y a un gros bémol. Dans le contexte du marché du travail propre à l'économie du savoir, où des groupes de plus en plus nombreux n'ont plus accès au plein-emploi, ou à l'emploi tout court, nous nous dirigeons vers de graves problèmes sociaux, des problèmes d'exclusion, si la logique marchande n'est pas nourrie d'un idéal de cohésion sociale. Ainsi la prochaine rubrique propose quelques pistes de réflexion, sachant pertinemment bien que le problème est non seulement multidimensionnel, mais surtout fort complexe.

Comment favoriser la cohésion sociale dans un tel contexte?

Avec l'avènement de la nouvelle économie du savoir, la notion de cohésion sociale (la nature et la force des liens qui unissent les membres d'une même collectivité) est conçue d'une façon très particulière. Elle est moins perçue comme une conséquence heureuse d'un développement socio-économique sain, que comme une des principales causes d'un tel développement. Autrement dit, un des postulats de l'économie du savoir est le suivant: sans une cohésion sociale minimale, le développement socio-économique ne peut apparaître (Putnam, 2002; 1996). La cohésion sociale devient ainsi au premier plan des préoccupations individuelles et sociétales (Barnett, 1999; Union Européenne, 1997).

Rifkin (2000) mentionne, en effet, que la roue de transmission de l'influence des liens sociaux sur l'économie est la cohésion sociale : «les marchés sont des institutions dérivées, ils n'existent que pour autant que les réserves de confiance sociale sont suffisantes pour garantir les termes de l'échange... pour prospérer pleinement, l'économie doit pouvoir s'appuyer sur la force des liens sociaux et communautaires, seuls créateurs de confiance sociale» (p.313). Et cet auteur soutient que rien dans l'univers marchand et technologique ne peut remplacer les relations humaines et les communautés dont «la cohésion repose sur les notions d'obligation réciproque et de destinée collective» (p.311). Schnapper (1997) affirme, dans le même ordre d'idées, que «le projet civique fait partie au même titre que la participation économique de la qualité démocratique d'une société» (p.66). Et Touraine et al. (2000) ajoutent que la cohésion entre les citoyens est plus que nécessaire, car «le monde social n'est pas seulement le monde de la production... il est... historicité, c'est-à-dire capacité d'action de la société sur elle-même» (p.297).

Pourtant, le travail-emploi et son aspect économique ont, de tout temps, constitué une certaine forme de lien social, en tant qu'un des aspects, non le seul, de la cohésion sociale. Peut-être même ce lien n'était-il pas d'une qualité sans faille: «même à l'apogée de la société salariale, ce travail-là n'a jamais été une source de cohésion sociale, ni d'intégration. Le lien social qu'il établissait entre les individus était abstrait et faible» (Gorz, 1997, p.96). Or, il semble bien qu'à partir de l'ère industrielle, l'aspect monétaire ait progressivement accéléré son avance et augmenté son étendue, jusqu'à occuper récemment toute la place. Cependant, aujourd'hui, l'idéologie du travail-emploi est en perte de vitesse. L'emploi ne peut plus remplir les promesses qu'il avait longtemps fait miroiter. L'économie du savoir oblige à reconsidérer la nature du lien social, et incite à en enrichir les aspects citoyens. Comme le proposent Méda et Schor (1997), un nouveau modèle de cohésion sociale serait «une forme très domestiquée, très mélangée, très métissée, de capitalisme, de social, d'écologie, d'égalité des sexes, qui permette de donner un sens à l'évolution que connaissent nos sociétés» (p.63). Ils formulent le questionnement que pose cette reconversion dans la vie de tous les jours: «comment faire passer l'idée que passer plus de temps avec sa famille, s'occuper plus de soi, consacrer plus de temps au débat public ou à la vie sociale, est profondément bon pour la société et les individus» (p.26). Les incitatifs à la cohésion sociale seraient-ils alors nécessaires? Le Conseil européen (2000) invite les citoyens à se donner «les moyens d'agir de nouveau plus activement dans toutes les sphères de la vie publique moderne, notamment dans le domaine social et politique, à tous les niveaux de la vie en collectivité» (p.5). Mais quels sont-ils?

Selon Rifkin, la condition première, et inévitable, de la cohésion sociale à une société, et à une économie du savoir, est notamment l'accès pour tous à du savoir, à des connaissances. C'est devenu la clé de l'inclusion, un droit, dit Rifkin (2000) : «dans un univers entièrement interconnecté, c'est l'accès au réseau qui vous garantit un droit de participation à la vie sociale» (p.232). Il ajoutera : «le droit de ne pas être exclu - le droit à l'accès - prend une importance croissante dans un monde qui repose de plus en plus sur des réseaux sociaux et commerciaux informatisés» (p.308). Il souligne la signification majeure de cette notion aujourd'hui. L'accès «est un mot lourd de sens, et en particulier de sens politique, car la logique de l'accès formule des distinctions, trace des frontières et définit en fin de compte qui sera inclus et qui sera exclu» (p.25).

L'accès pour tous est, selon Castells (2002), un choix politique soucieux de la cohésion sociale, qui rejoint, en quelque sorte, l'objectif démocratique classique de l'instruction pour tous. Dans une société démocratique, l'instruction doit avec consistance, être offerte aux plus défavorisés, pour que l'électorat maintienne au pouvoir un gouvernement qui lui assure de tirer fruit de l'expansion économique. Il faut admettre, cependant, que l'accès, tout comme la propriété des richesses matérielles, n'est pas distribué également. Rifkin (2000) analyse que, si l'on comptait auparavant des inclus et des exclus, des possédants et des dépossédés, on compte aujourd'hui des connectés et des non connectés. «Dans ce dernier cas», précise-t-il, «la mesure quantitative de l'inclusion ou de l'exclusion repose sur le nombre de réseaux auxquels tel ou tel individu participe, l'aspect qualitatif étant défini par le degré d'intégration et d'interconnexion de ces réseaux» (p.230). Selon cet auteur, il semble donc bien que la logique de distribution de la richesse en termes d'accès rend complexe l'intensification de la cohésion sociale. Car cette logique de distribution reproduit celle de la richesse en termes de biens matériels. «Dans une société bâtie autour de la notion de la propriété privée, ceux qui détiennent le patrimoine matériel et contrôlent les moyens de production sont à même de décider du sort de tous et chacun. Dans une société fondée sur la logique de l'accès, ceux qui possèdent les circuits de communication et contrôlent les points d'accès aux réseaux déterminent par là même qui participera au jeu et qui en sera exclu» (p.320). D'ailleurs, les détenteurs des moyens d'accéder aux connaissances ont d'autant plus de pouvoir que la matière virtuelle est de nature subtile et échappe aux limitations des produits réels en trois dimensions : «la principale caractéristique de l'activité économique effectuée dans le cyberspace, c'est sa connectivité. La nature même des réseaux électroniques fait qu'ils transgressent toutes les frontières» (p.29).

La liberté de chacun et la cohésion sociale entre tous serait donc notamment en lien avec la capacité tant qualitative que quantitative de se connecter. Comment les États peuvent-ils offrir cette chance à leurs citoyens, c'est une autre question. Cependant, on peut souhaiter, avec le Conseil consultatif des sciences et de la technologie (2000), un développement de la compétitivité et de la prospérité, deux qualités qu'il ne voit pas nécessairement être habituelles aux Canadiens, plus férus de justice et d'équité. «Trop de Canadiens font l'erreur de croire que ces deux systèmes de valeur s'excluent mutuellement. Pour prospérer dans l'économie du savoir, nous devons reconnaître que avoir du succès et être équitable ne sont pas incompatibles» (p.11). La solution à l'exclusion ne réside donc pas forcément dans l'étendue pour chacun de la potentialité d'accès, mais bien plutôt dans la façon d'en concevoir le partage et la dynamique d'interactivité. Cette modalité d'intensification de la cohésion sociale nécessite la reconversion d'une société en direction de l'interdépendance, et

d'une relecture de la notion de liberté. Selon Rifkin (2000), «la liberté devient la mesure de la capacité d'un individu de nouer des relations, de forger des alliances et de s'impliquer dans des réseaux d'intérêts communs» (p.309).

Par ailleurs, le Conseil consultatif des sciences et de la technologie (2000) insiste sur la nécessité de la volonté de réussir du citoyen pour supporter la compétitivité de son pays. Car il juge cette volonté essentielle: «pour être une puissante force de motivation, cette volonté de réussir doit faire partie intégrante des aspirations des individus, des entreprises, des gouvernements, des syndicats, des fournisseurs de services d'enseignement et de formation» (p.38). Mais, la volonté de réussir n'émergera pas sans fondements. L'un de ceux-ci serait identifié comme une conscience commune à la base de la cohésion sociale. Pour Rifkin (2000), cette conscience commune prend la forme de l'empathie, une compréhension mutuelle des citoyens d'une même communauté. «Grâce à elle, nous apprenons à connaître autrui et à nous préoccuper de son sort» (p.316). Ce n'est pas sans effort, cela s'apprend: «pour éprouver de l'empathie, chaque individu doit franchir les frontières de son propre moi, se projeter émotionnellement dans la conscience d'autrui et éprouver ses sentiments comme s'ils étaient les siens propres» (p.316). Cette conscience commune à la base de la cohésion sociale apparaît plus complexe chez Gorz (1997). Elle n'est pas stricte affaire de sentiment. Elle réfère aussi à une identification intellectuelle de la mutation culturelle en cours. Pour Gorz, dans une société marquée par l'économie du savoir, nous devenons pratiquement tous précaires, et en danger d'exclusion, de désarrimage. La cohésion sociale qui peut contrer ce risque exige alors que soit développée une forme de conscience commune, ce qui, dit Gorz (1997) n'est pas encore arrivé : «nous ne sommes pas encore conscience commune à tous de notre condition» (p.89). Même si l'on peut déjà constater un certain changement dans les mentalités, sa compréhension ne va pas de soi, dit Gorz (1997) : «cette traduction ne peut être l'oeuvre spontanée d'une intelligence collective. Elle suppose des techniciens du savoir pratique capables de déchiffrer le sens d'une mutation culturelle... de se hisser à un niveau de conscience au moins égal à celui des sujets les plus conscients dont il interprète l'expérience» (p.101).

Pour les penseurs de l'économie du savoir, l'intensification de la cohésion sociale s'avère ainsi très difficile à atteindre. Par exemple, Thurow (2000) recommande le respect simultané des exigences de la cohésion sociale et de l'économie du savoir, ce qui ne va pas de soi. Selon Gorz (1997), «la production de lien social» ne dépend plus autant du marché et de l'argent; elle est plus complexe, car elle se déplace «vers les rapports de coopération, régulés par la réciprocité et la mutualité» (p.109). Les composantes de la cohésion sociale sont relativement bien circonscrites; mais elles sont tout aussi exigeantes (Lipietz, 1996). Ce sont «la solidarité, le droit à un revenu, l'utilité réciproque, le droit à l'utilité, la dignité et la reconnaissance sociale» (Rosanvallon, 1995, p.125). Il faut donc, pour une cohésion sociale minimale, que soit reconnu à chacun le droit de se rendre et de se sentir utile et l'accès à la reconnaissance sociale de cette utilité. Et pour atteindre cet objectif, il faut surtout des attitudes renouvelées. Mais voilà! Des attitudes renouvelées, mettant notamment la priorité sur la cohésion sociale, impliquent au préalable que les valeurs aient changé. Il est ici question des valeurs qui concernent principalement la part accordée au travail rémunéré et aux bénéfices associés dans la vie des personnes. Or, selon Billiard (1997), le discours économiste est encore trop déconnecté de cette nouvelle réalité qui favoriserait la cohésion de tous les citoyens. «Aujourd'hui, la croissance économique, le développement technologique, le retour aux grands équilibres, la conquête des

marchés mondiaux, le Dow Jones ou le CAC 40 ne constituent guère des valeurs, ni même des enjeux pour la majorité des citoyens» (p. 187).

Les éléments de solution en vue d'une intensification de la cohésion sociale sont évidemment fort complexes. Ils renvoient à des valeurs individuelles et de société, à des comportements quotidiens interactifs de même qu'à des refontes politiques fondées sur l'interdépendance, la réciprocité et la liberté. Mais l'enjeu prioritaire de la cohésion sociale semble bien être un éveil nettement plus grand aux liens sociaux et à la citoyenneté. Autrement dit, à la question: comment favoriser la cohésion sociale, la réponse consensuelle deviendrait : par la conscience commune de la nécessité de la participation sociale de tous. Mais est-ce exact? Voyons de plus près de ce que signifie cet enjeu de taille où cohésion sociale et participation sociale sont très étroitement reliées.

La participation sociale: une clé du développement économique

Précisons tout d'abord que le concept de participation réfère à l'une des trois catégories de la citoyenneté civique de Graham (1991), laquelle se base notamment sur la philosophie classique (ex.: Aristote, Platon) et la théorie de la politique moderne. La catégorie de la participation concerne notamment le partage de l'information et des idées, l'engagement dans divers domaines jugés utiles par la société, dont les activités de la vie sociale, économique, politique, communautaire et familiale. Mais il importe avant tout de noter ceci : la participation sociale émerge comme concept quand on admet que, dans une proportion croissante de cas, le travail-emploi n'a plus de sens tel qu'il était comme institution depuis l'ère industrielle. La participation sociale adopte plusieurs aspects, de la responsabilité partagée à la conscience commune, en passant par la décision individuelle de la personne à coopérer.

Dans une économie du savoir, rappelons-le, on remet en question la centralité du travail-emploi et, conséquemment, la participation sociale par le moyen exclusif du travail-emploi. Cependant on postule que l'individu est encore, et plus que jamais, le pilier du développement socio-économique. Comment cela est-il possible? Si une majorité d'individus n'a pas de travail-emploi, comment peuvent-ils être autant d'acteurs du développement socio-économique? Plusieurs penseurs, dont Rifkin (2000) et Gorz (1997) offrent, malgré de grandes nuances, la même réponse à cette question: la participation sociale de tous et selon des modalités très variées. Cependant, rappelons-le, cette participation inclut le travail-emploi certes, mais tout aussi bien le volontariat (formel et informel), le travail non-marchand de l'économie sociale, les activités ludiques responsables ou engagées (Riverin-Simard et Simard, 2002; 2003b).

Dans ce contexte, les penseurs (Gorz, 1997; Méda & Schor, 1997; Roustang, 1996; Touraine & Khosrokhavar, 2000) évoquent, depuis quelque temps déjà, que le nouveau contrat social, indépendamment de la diversité de ses définitions, implique ainsi l'urgence de le baser sur la participation sociale. C'est là une des principales conclusions auxquelles ils arrivent lorsqu'ils tracent les grandes particularités de la société qui découle de la nouvelle économie du savoir, et qui impliquent nécessairement une redéfinition en profondeur des valeurs et des réalités du travail. Par exemple, selon Roustang (1996), on parle fréquemment de projet professionnel, mais celui-ci a besoin d'une nouvelle forme qui puisse impliquer un projet d'activité, au

sens de contrat d'activité entre le citoyen et l'État qui lui fournirait en échange les moyens de vivre. Par exemple, selon Touraine et Khosrokhavar (2000), la participation sociale réfère souvent à des facteurs apparemment non économiques mais qui sont pourtant centraux à l'économie du savoir. «On cherche de tous côtés à nous convaincre que le système économique international a une logique irrésistible. Affirmons le contraire: les facteurs non économiques... ont des effets grandissants sur la croissance» (p.13). Dans le même sens, Rifkin (2000) affirme qu'il est impossible d'envisager que les rapports économiques seront viables sans la participation sociale, car celle-ci est la base de toute activité, qu'elle soit ou non marchande. La nécessité critique de la participation sociale de tous, sans exception, est ainsi régulièrement rappelée dans le discours des penseurs de l'économie du savoir.

Si l'idée même du travail-emploi est en train de changer pour se transformer peu à peu en la notion d'une participation sociale élargie, Rifkin (2000) invite à accentuer ce mouvement en hissant davantage l'intérêt social du travail-emploi au même rang que l'intérêt commercial de celui-ci. «Il est important de distinguer le contrat social du contrat commercial», écrit-il, «l'horizon temporel du premier est beaucoup plus étendu et obéit à la coutume d'une part, à un horizon de libération d'autre part» (p.311). La libération par rapport à l'idée contraignante et étriquée du travail comme emploi dans un contexte marchand ouvre sur la conception du travail-emploi comme simple modalité parmi d'autres de participer à une communauté: «être membre d'une communauté traditionnelle, c'est exercer un certain contrôle sur son comportement personnel. Les obligations à l'égard d'autrui ont la préséance sur les caprices individuels, et l'appartenance à un organisme social qui transcende l'individu est une garantie de sécurité» (p.311). Rappelons cependant que toute modalité, soi-disant simple, de participer à une communauté est, selon les penseurs de l'économie du savoir, une condition indispensable à cette même économie (Castells, 2002; Thurow, 2000).

Par ailleurs, pour participer, le citoyen compétent doit être doté de qualités particulières pour se positionner avantageusement dans la nouvelle économie du savoir. Outre sa qualité de citoyen compétent, l'individu participant à la nouvelle société est surtout appelé à être actif, acteur responsable, et donc sujet. En ce sens, nous rejoignons ce concept que définit Touraine (1997) :

«l'individu devient sujet lorsqu'il définit, au préalable, le sens personnel et social de ses actions pour qu'il agisse ensuite. Est acteur celui qui modifie l'environnement matériel et surtout social dans lequel il est placé en transformant la division du travail, les modes de décision, les rapports de domination ou les orientations culturelles» (p.243).

Gorz (1997) abonde dans ce sens, disant que trois conditions sont nécessaires pour s'affranchir de l'aliénation du travail-emploi et participer à titre de citoyen à part entière: 1) l'auto-organisation du travail par les travailleurs qui deviennent ainsi des sujets de leur production coopérative; 2) un travail et un mode de coopération vécus comme épanouissants par chacun et qui développe des facultés, des compétences que chacun peut mettre en oeuvre de façon autonome; 3) l'objectivation du travail dans un produit reconnaissable par les travailleurs comme le sens et le but de leur propre activité.

Avec cette préoccupation prioritaire de la cohésion sociale, à titre de condition incontournable du développement socio-économique, la notion de participation sociale de tous revêt ainsi une dimension très particulière dans l'économie du savoir. Elle est surtout considérée à titre de cause de la cohésion sociale, et beaucoup moins à titre de conséquence heureuse d'un développement socio-économique sain. Autrement dit, sans la participation sociale de tous, il n'y a à peu près pas de cohésion sociale possible dans la nouvelle économie (Rifkin, 2000; Putnam, 2002). Et, comme on l'a vu à la rubrique précédente, et que nous reprenons ici sous une formulation capsulaire: pas de cohésion sociale, pas de développement socio-économique. Ainsi dans l'économie du savoir, la participation sociale de tous, selon des modalités très diverses, deviendrait la préoccupation pivot. En somme, l'économie du savoir ne se conçoit bien que comme un ensemble marqué par la participation sociale de tous. «Il faut appréhender l'économie du savoir comme un système écologique... dans lequel les forces motrices ou les facteurs de succès sont tous étroitement liés» (Conseil consultatif des sciences et de la technologie, 2000, p.13; 37). Dans ce contexte, la participation sociale serait incontestablement l'élément clé de la nouvelle économie.

Et, si tel est le cas, comment la susciter? Ainsi la question la plus préoccupante, pour les penseurs de l'économie du savoir, n'est pas «Comment favoriser la cohésion sociale», mais plutôt «Comment s'assurer que tous et chacun puissent offrir leur participation». Il s'agit là d'une question fort complexe qui est au coeur même de la particularité de l'économie du savoir. Confrontés à cette méga-question de société, nos travaux de recherche apportent une contribution parcellaire. Celle-ci concerne surtout certaines propositions de rédefinition du développement vocationnel adulte. Nous les présentons brièvement ici en espérant qu'elles suscitent chez le lecteur plusieurs réflexions proactives.

Orientation de carrière ou de participation socioprofessionnelle?

Des discours généraux aux pratiques locales

Comment cette vision d'une logique marchande qui est derrière nous, d'une relativisation de la place du travail et d'une participation sociale vue comme le noyau d'une définition citoyenne peut-elle permettre aux apprenants et aux clients de contribuer dans le contexte qui est le leur à la cohésion sociale? Les recherches menées par Michaud (1999; 2001; à paraître) et Michaud et Gauthier (1996) sur les conceptions du changement en éducation, le courant de l'herméneutique radical sur lequel elles s'appuient et principalement les concepts de discours et de positions de savoir-pouvoir tels qu'élaborés dans la pensée de Michel Foucault, nous conduisent à poser les questions suivantes: comment ces discours sont-ils produits localement? Comment puis-je me situer en tant qu'apprenant, en tant que travailleur face à ces discours?

Selon Gallagher (1992), le courant de l'herméneutique radicale, l'herméneutique des déconstructivistes et des poststructuralistes (Foucault, Derrida, Lyotard) cherche à mettre en évidence une hétérogénéité de sens, montrant que toute perspective, toute vision, est interprétation, toute interprétation est contingente ou relative et constitue un exercice de pouvoir. Pour mettre en scène cette relativité des interprétations, l'herméneutique radicale propose de mettre en évidence comment des discours généraux sont produits localement, comment chacun les produit à sa façon.

Produire localement un discours général signifie tout autant l'endosser, le moduler qu'y résister et y faire obstacle. Les tenants de cette perspective avancent que nous ne pouvons nous extraire des idéologies ou des structures, nous les produisons de façon locale et particulière. Foucault ne propose pas, comme le font les tenants de la théorie critique (Habermas, Bourdieu & Passeron), de s'extraire des idéologies supposant que quand nous les aurons éliminées, nous arriverons à l'émancipation ou à un consensus libérateur (Flyvbjerg, 1998). Il nous propose plutôt d'explorer comment cette idéologie est produite de façons diverses dans les institutions où nous interagissons et de voir dans cette production locale, capillaire et multiple autant de points d'où nous pouvons exercer un pouvoir ou une influence. « Quel est mon pouvoir dans le contexte historique, local et particulier qui est le mien? » (Foucault, 1976; 1985; 1988).

Dans cette perspective, à côté des discours généraux, ou plutôt en interaction avec ceux-ci, les chercheurs et les éducateurs auraient intérêt à mettre en scène des interprétations diverses du « vécu » du travail. Quels effets pourraient avoir sur un chômeur de 45 ans qui souhaite un emploi stable un discours qui valorise une relativisation de la valeur du travail dans son projet de vie? Divers effets. L'étalement de cette diversité pourrait être un ferment de cohésion sociale en valorisant des formes multiples de rapport au travail, telles que vécues actuellement. Par ailleurs, bien que nous puissions entrevoir qu'un discours qui valorise une participation sociale qui ne serait plus liée à l'exercice d'un emploi, puisse servir d'incitation à l'action pour certains groupes ou personnes, nous croyons aussi qu'il peut avoir pour effet de faire vivre de l'impuissance en faisant paraître cet idéal hors de portée, utopique ou irréalisable. Devant les statistiques alarmantes qui montrent que les garçons délaissent de plus en plus le système scolaire et ce à tous les niveaux (Banford, 2002), on peut se demander si une solution parmi d'autres n'aurait pas été de proposer divers modèles d'insertion sociale puisque le modèle présenté, celui de se former pour obtenir un emploi bien rémunéré, ne semble plus attirer la clientèle masculine.

La mise en évidence de façons multiples de vivre le travail a pour effet selon Michaud (1999; 2001) d'amener la personne ou le citoyen à préciser son propre discours, ses propres valeurs par rapport au travail et à identifier où et comment dans la multitude de discours sur le travail qui l'entoure, il peut favoriser l'influence de son propre discours : « Comment à partir de ma position de chômeur, de mère ou de père au foyer, de personne qui a choisi le bénévolat, comme travailleur ou travailleuse, comme apprenant je peux exercer un pouvoir sur mon environnement qui me permette de donner une réalité à ma vision du travail et de la vie? Quelles définitions du travail je peux accepter ou refuser? Quelles actions je peux poser dans le contexte historique, local qui est le mien pour faire valoir mes positions, mes valeurs? Quelles actions individuelles et collectives je peux poser pour faire valoir ma différence? »

Les travaux de recherche de Michaud (à paraître; 2001) ont identifié cette position comme une position de savoirs-pouvoirs stratégiques. Il s'agit d'une position qui situe le changement à faire dans ses propres pratiques et qui suppose une prise en considération des multiples positions de savoirs et de pouvoirs, de perspectives, de visions afin de pouvoir moduler ses propres pratiques et exercer l'influence désirée. Ainsi, la question de la participation et de la cohésion sociale s'adresse d'abord à nous, à nos propres pratiques comme chercheurs, éducateurs ou intervenants. Dans le

contexte historique, local et particulier qui est le nôtre, comment pouvons-nous mettre en évidence des façons multiples d'être chercheur, éducateur, travailleur ou apprenant et favoriser ainsi une production diversifiée de la cohésion sociale? Voilà autant d'exemples de questions centrales que nous amène à poser la problématique de l'orientation de participation sociale dans la nouvelle économie du savoir.

Le sens relationnel et social du travail

Rappelons-le, l'économie du savoir impose déjà de nouvelles règles au marché du travail et entraîne dans les organisations des modifications qui ne sont pas sans conséquences importantes pour les travailleurs. La disparition de repères auparavant significatifs et cohésifs oblige à redéfinir les attentes face à la vie professionnelle. Pressés de faire face à de nouveaux défis et de s'adapter à la rapidité des changements, comment les individus parviennent-ils à composer avec ce contexte social du travail? Depuis plus de dix ans, des recherches qualitatives et descriptives menées par Armelle Spain et son équipe (Spain, Hamel & Bédard, 1991; Spain, Bédard, et Paiement, 1998a,b, 2002) visant dans un premier temps, à mieux comprendre le développement de carrière des femmes ont permis de mettre en lumière un concept apparu fondamental dans l'établissement de leur identité professionnelle et par là même, dans la manière dont elles se développent sur le plan de la carrière. Dans les données encore toutes récentes (Spain et al., 1998a;b; 2002), la dimension relationnelle continue, en effet, de s'avérer primordiale dans l'élaboration des choix autant que dans les valeurs reconnues au travail chez les femmes interrogées. En ces débuts du XXI^e siècle, cette dimension relationnelle représente toujours un aspect dynamique de leur manière d'être et d'évoluer qui se manifeste par une ouverture, une recherche, et une disponibilité à l'interrelation et à l'interaction avec des personnes significatives de leur entourage. Ce mode développemental repose sur des rapports de mutualité empreints de respect permettant aux personnes en présence de se révéler et de se déployer toujours davantage. La dimension relationnelle apparaît comme l'élément central qui préside à l'édification aussi bien de la vie personnelle que de la vie professionnelle de ces femmes et sert d'axe au mouvement qui s'opère entre toutes les dimensions de leur existence. Au-delà et en même temps liés à cet élément incontournable, les résultats dessinent un profil de cheminement de carrière où l'interaction des différentes sphères d'activités et la singularité du parcours professionnel laissent voir la perspective globale adoptée par toutes comme cadre de leur développement de même que le tracé non linéaire et complexe de leur trajectoire.

Cette manière chez ces femmes de concevoir et de réaliser leur cheminement professionnel présente les conditions dans lesquelles elles veulent et elles peuvent se développer. Dans un contexte de changements structuraux du travail, elles se retrouvent en quelque sorte sur un terrain connu, c'est-à-dire celui qui oblige à une adaptabilité constante pour mener à bien sa carrière. Elles s'investissent dans une vie professionnelle en répondant à la fois aux exigences d'emplois divers, d'impératifs personnels, de besoins de formation et de perfectionnement dans le but de s'accomplir toujours en respectant toutes les facettes d'elles-mêmes. Elles refusent de fragmenter ou de rompre avec la globalité de leur propre expérience et recherchent le sens qui unifie la personne et assure son identité à travers les multiples contextes auxquels elle est confrontée. En apparence hétérogène, leur vie professionnelle semble être au contraire un effort de cohérence interne qui se traduit dans toutes leurs actions tout en les reliant à leur entourage familial et social.

Sur le plan des significations importantes que ces femmes attribuent au travail, trois valeurs dominent le récit de leur cheminement professionnel: le travail comme source de revenus, contexte de rapports humains et lieu de réalisation de soi. Parmi d'autres aspects également mentionnés se retrouvent des notions tel que le sentiment d'utilité (Spain, Bédard & Paiement, 1997). Des nuances s'imposent cependant dans la compréhension de ces attributs. Par exemple, la nécessité de gagner leur vie en effectuant un travail rémunérateur ne répond pas seulement à un besoin matériel, mais leur assure également une indépendance dans leurs choix de vie et leur apporte une reconnaissance comme citoyennes à part entière du fait qu'elles obtiennent un revenu de leur travail. Cependant, si gagner sa vie est perçu comme primordial, certaines quittent des emplois au risque de perdre financièrement parce qu'elles s'y retrouvent en contradiction avec des valeurs plus importantes à leurs yeux comme celles associées aux rapports humains ou à la réalisation de soi. Ces deux derniers éléments sont évoqués avec force, constance et diversité.

Ces éléments mettent en évidence le vaste éventail de significations qui sont associées à la vie professionnelle chez les femmes interrogées. Fondamentales ou complémentaires, ces significations expriment ce qui est poursuivi dans le travail comme étant susceptible de répondre le mieux aux aspirations de ces femmes en donnant un sens à ce qu'elles y réalisent, un sens qui rejoint la personne dans sa manière d'être et d'intervenir dans le monde. Cette vision de ce que constitue la vie professionnelle pour ces travailleuses indique bien comment le travail s'inscrit dans une conception de cohérence sociale où il joue toujours un rôle déterminant dans les rapports sociaux, un rôle qui dépasse largement une nécessité économique et apparaît davantage nuancé, complexe et fondamental dans l'élaboration de relations significatives de la personne avec son environnement et sa communauté. S'agit-il ici du regard particulier de quelques femmes faisant partie d'une cohorte qui a investi massivement le marché du travail depuis seulement les cinquante dernières années et qui véhiculent une manière spécifique de répondre à leurs désirs et à leurs besoins à cet égard? Les travailleurs essaient-ils de combler des désirs et des besoins analogues par leur vie professionnelle?

À la suite de leurs études sur le développement de carrière des femmes, Spain et son équipe ont tout récemment réalisé une recherche auprès d'hommes à propos de leur propre cheminement professionnel. Bien que préliminaires, les résultats mettent en évidence que le travail représente également pour eux un ancrage significatif à leurs rapports avec les autres. La notion de dimension relationnelle exposée plus haut, également présente dans la vie professionnelle de ces hommes et bien que s'affichant différemment dans leurs parcours, semble jouer un rôle important dans leur carrière. Ainsi, elle apparaît être l'une des deux valeurs reconnues à la vie professionnelle par l'ensemble des participants à la recherche au même titre que l'obtention d'un revenu grâce au travail. D'autres significations s'ajoutent telles le désir d'une réalisation professionnelle par le travail, la nécessité d'aimer son travail, le travail comme lieu d'apprentissage, la sécurité et la stabilité au travail, le travail comme source d'équilibre psychologique, comme porteur de sens existentiel et enfin l'aspect structurel du travail.

En somme, la constituante sociale du travail demeure une notion incontournable à plusieurs égards de la vie professionnelle des femmes et des

hommes interrogés (Spain et al., 2002). La gestion des transformations que connaît le marché du travail actuel et qui ont un impact sur leur développement de carrière incite les conseillers d'orientation à reconnaître et à prendre en compte le rôle que le travail joue comme porteur de liens sociaux significatifs et essentiels pour les travailleurs. Il importe de considérer les clefs personnelles de leur engagement au travail pour favoriser un passage harmonieux et une adaptation bénéfique pour tous aux règles de la nouvelle économie car les valeurs inscrites dans l'expérience professionnelle s'avèrent être un levier central dans le mouvement à opérer. Doit-on alors parler de pluri-orientations de participation sociale?

Des pluri-orientations de participation sociale

Si la dimension relationnelle prédomine chez les femmes, doit-on croire que la cohésion sociale, du moins dans ses aspects micro-sociaux, leur apparaît fondamental? Si oui, devrait-on alors insister sur la notion de pluri-orientations de participation sociale? Des travaux dirigés par Riverin-Simard (2003a; 2003b; 2002; 1999; 1998) soulignent également l'importance de la reconnaissance de la participation sociale à titre de pivot du développement vocationnel adulte. Ces travaux ont recueilli, au moyen d'interviews, les témoignages de 500 adultes vivant une période de discontinuité professionnelle, c'est-à-dire étant devenus involontairement chercheurs d'emploi, au moins une fois, durant les cinq dernières années. Au-delà des nombreux drames humains qu'ils vivent, sans compter les suites désastreuses qu'ils anticipent à moyen et long termes, ces adultes, affirment-ils non sans une certaine amertume, sont devenus très critiques sur plusieurs points. Ils se disent plus conscients de la signification des lois du marché du travail et des conséquences de celles-ci notamment sur leur qualité de vie, les probabilités de réussite de leur réinsertion socioprofessionnelle, les chances de développement ou d'anéantissement de leur entreprise-employeur.

Mais, surtout, ces adultes font part de multiples préoccupations relatives à la fragilité des divers contextes qui les entourent. Ils s'inquiètent notamment des milieux organisationnels (risque de disparition d'entreprises), communautaires (risque de dégradation de l'ambiance du quartier; craintes des forts mouvements de contestation difficilement contrôlables) et biologiques (risque de contamination des aliments, de pollution de l'air et de l'eau). Les adultes expriment aussi un sentiment d'urgence; ils souhaiteraient pouvoir agir rapidement pour la sauvegarde de ces divers environnements. «Sauvons la planète si nous voulons survivre... cela vaut pour tous les aspects, la pollution, la fermeture d'entreprises, les conflits dans ton voisinage, les révoltes ou les contestations dans la rue, les guerres». Pourtant, selon Gauchet (2002), «le droit fondamental acquis de fait par les individus au sein des sociétés libérales [est] le droit de se désinsérer de la conscience de l'existence sociale, de s'enclorre strictement dans sa propre sphère privée» (p.23). Mais, soulignons-le, les motivations les poussant à vouloir s'investir davantage pour la sauvegarde des divers contextes sembleraient surtout dictées par une certaine crainte (parfois angoisse) ressentie vis-à-vis la vulnérabilité de ces divers milieux. Ces motivations seraient moins liées à des visées d'intensification de l'évolution de la collectivité ou du développement de tel milieu en particulier. Cependant, peu importe le moteur de ce comportement, les adultes n'en cherchent pas moins des modalités diverses pour secourir le milieu. Autrement dit, confrontés notamment à des problèmes personnels conséquents à la discontinuité professionnelle, les adultes semblent croire qu'il faut

d'abord se définir des objectifs, modestes mais réels, de participation environnementale. Outre la participation sociale au moyen de l'exercice d'un métier ou d'une profession, trois autres modes de participation semblent préoccuper les adultes. Il s'agit de la participation aux contextes: organisationnel (par un apport informel à l'organisation), communautaire (par l'engagement dans des activités de volontariat) et social élargi (par la pratique de loisirs responsables). Voyons de plus près ces trois modes.

Il y a tout d'abord la préoccupation sociale liée au contexte organisationnel. Une des inquiétudes exprimées par les sujets concerne les tâches informelles qui leur sont fréquemment présentées et subtilement exigées (Riverin-Simard et Simard, 2003a). Pour être efficaces, affirment-ils, il faut toujours être disposé à changer de dossiers. Il faut même placer en seconde priorité ses premières tâches (formellement définies lors de l'embauche) pour s'engager plus ou moins fréquemment, dans diverses activités qui n'étaient pas du tout inscrites à l'agenda. Ces activités relativement imprévues sont, par exemple: fournir de l'information stratégique dès le moment où elle se présente, manifester un intérêt pour la globalité de l'entreprise et non pas juste pour son département, faire preuve d'initiative, de débrouillardise et d'autonomie. Cette préoccupation envers le milieu de travail réfère à ce que Riverin-Simard et Simard (2003a) ont appelé «apport informel à l'organisation», c'est-à-dire un investissement dans diverses activités ne faisant pas officiellement partie du contrat d'emploi. Mais, surtout, ces activités exigeantes, parce que le plus souvent urgentes, apparaissent, selon les adultes, incontournables pour la sauvegarde de l'organisation. Ainsi, selon eux, ne pas participer de façon informelle à l'organisation représenterait la négation d'une partie importante de la réalité organisationnelle, et surtout de leur développement de carrière. Mais il y a un danger pervers évident, soulignent-ils: celui de se faire exploiter par l'entreprise. Busenberg (2001) ne le nie pas. Les adultes énumèrent cependant, non sans un certain scepticisme, divers moyens pour contrer ce danger, dont des actions collectives.

Une seconde préoccupation sociale exprimée par les adultes est liée au contexte communautaire. Pour ces personnes en situation de discontinuité professionnelle, le choc parfois répété de la perte d'emploi et de la réorganisation qui s'ensuit (réorganisation de toute leur vie personnelle et professionnelle) engendrerait une sensibilité sociale encore plus aiguë. Les adultes interviewés semblent très conscients de la nécessité de s'engager dans des activités de volontariat formel (au sein d'organismes reconnus) ou informel (auprès de personnes significatives: parents, enfants, amis, voisins) (Riverin-Simard et Simard, 2002). Ils sont davantage en contact avec la totalité sociale et avec l'interdépendance de ses éléments, disent-ils. Ils affirment aussi percevoir davantage le sens des mots interaction, mutualité, interdépendance. Le volontariat serait même vu comme un moyen de développer des compétences, connaissances et habiletés socioprofessionnelles et d'étendre son réseau de contacts. Le volontariat semble ainsi de plus en plus compris comme un projet socioprofessionnel ou un facteur important d'évolution de son identité sociale et professionnelle.

Une troisième préoccupation sociale exprimée par les adultes concerne, cette fois, le milieu social élargi. Et cette préoccupation se traduit notamment par leurs propos relatifs aux loisirs. Selon eux, ils ne peuvent désormais plus se permettre de s'adonner à du loisir récréatif de façon insouciance, c'est-à-dire sans s'inquiéter, au

moins minimalement, des conséquences collectives pour eux ou leurs pairs. Ils auraient, disent-ils, développé une sorte de mentalité écologique applicable à l'aspect bio-planétaire mais aussi aux considérations socio - humanitaires (Riverin-Simard & Simard, 2003b). Des loisirs en quelque sorte responsables deviendraient une autre façon de protéger les gens et l'environnement socioéconomique.

Par ailleurs, peu importe le contexte (professionnel, organisationnel, communautaire, social élargi) visé par cette préoccupation de participation sociale, l'adulte n'en perçoit pas moins les besoins collectifs selon sa propre lecture. Et forcément, celle-ci est largement dictée notamment par sa personnalité vocationnelle qui est la configuration explicative et intégrative des intérêts, perceptions et habiletés de l'adulte. En effet, d'autres travaux de recherche ont laissé observer que les cheminements professionnels particuliers aux différents types de personnalité vocationnelle fournissent des éléments très riches pour une lecture de la participation sociale. « Nous sommes placés devant un ensemble social de groupes de travailleurs qui sont aux prises avec de nombreuses remises en question et ruptures et qui, par conséquent, s'affairent constamment à essayer de s'installer ou de se réinstaller dans divers champs socio-économiques, selon leur type de personnalité » (Riverin-Simard, 1998, p.359). Aussi, toute orientation de participation sociale se doit d'être globalement définie pour la satisfaction de l'individu et aussi pour son efficacité collective. C'est notamment pourquoi, parallèlement à un atelier d'identification de son projet professionnel (Riverin-Simard, 1999), et à un projet d'apport informel à l'organisation (Riverin-Simard & Simard, 2003a), nos travaux proposent aussi l'identification d'un projet de volontariat (Riverin-Simard & Simard, 2002) et d'un projet ludique (Riverin-Simard & Simard, 2003b). Il s'agit là de pluri-orientations de participation sociale, faisant partie intégrante selon nous, d'une orientation de carrière. Car une trajectoire professionnelle ne peut se limiter à une série plus ou moins continue de situations de travail-emploi. N'est-elle pas, avant tout, une carrière de participation à la fois organisationnelle (projet professionnel, projet d'apport informel à l'organisation) et collective (projet de volontariat et projet de loisirs responsables), visant (simultanément et à des degrés divers) le développement de la société, d'autrui et de soi? Il s'agit là autant d'interrogations que la vie au quotidien, dans la nouvelle économie du savoir, nous apportera au cours des premières décennies du XXI^e siècle.

Conclusion

Qu'arriverait-il si le travail-emploi n'était plus central chez la majorité des occidentaux du début du XXI^e siècle? Selon certains penseurs de l'économie du savoir, cette question doit être reformulée, car elle n'est pas la plus importante (Etzioni, 2003 ; Giddens, 2003). Même s'ils déplorent les nombreux drames humains provoqués par les mises à pied et les difficultés de réinsertion, ces penseurs semblent assurés que le plein emploi est utopique. Pour eux, cependant, il y a une réalité encore plus évidente et cruciale: sans la reconnaissance de la participation sociale de tous, la cohésion sociale s'affaiblit ou disparaît et il n'y a donc pas de développement socio-économique possible (Castells, 2002; Rifkin, 2000). La question prioritaire qui inquiète ces penseurs n'est donc pas celle formulée précédemment. Elle est plutôt la suivante: qu'arriverait-il si la reconnaissance de la participation sociale n'était plus centrale dans nos vies? Pour eux, la réponse semble à la fois simple et angoissante: la catastrophe. Alors, une urgence s'impose: celle d'inventorier des politiques démocratiques pour

s'assurer que tous et chacun puissent réellement reconnaître l'unicité de leur participation et l'importance de l'offrir à la collectivité, selon une modalité ou une autre. En effet, devant la fragilité de la cohésion sociale (Rifkin, 2002 ; Thurow, 2000), des dangers de marginalisation pour les exclus du marché de l'emploi ou pour les déconnectés de l'Internet (Rifkin, 2000), les penseurs de l'économie du savoir ne cessent de signaler, avec fermeté et conviction, que cette participation sociale de tous, selon des modalités diverses, est la clé de cette économie. Ils orientent leur discours, par exemple, sur la nécessité de la multiactivité (Gorz, 1997), l'importance capitale d'être sujet (Touraine et al., 2000) ou l'obligation de la création d'un troisième secteur (Rifkin, 2000).

Dans ce contexte de l'économie du savoir, le développement vocationnel adulte doit être repensé. Si, d'une part, le travail-emploi n'est plus central dans nos vies, et d'autre part, la société a un besoin impératif de notre participation, le travail doit alors être redéfini comme toute activité visant l'évolution de la collectivité, d'autrui et de soi. Le développement vocationnel devrait aussi être conçu comme une évolution se réalisant sous des formes très variées de participation sociale. Et l'orientation professionnelle devrait être pratiquée comme l'assistance à une reconnaissance et à une redéfinition continues de participation sociale élargie. Nos travaux vont dans ce sens. À titre d'implications pratiques, ils proposent tout d'abord d'aider les adultes à repréciser leur propre discours par rapport au travail et aux actions qu'ils souhaiteraient mener. Car, avec les multiples façons de vivre son rapport au travail, il va de soi que la nécessité de la participation sociale peut avoir des effets divers selon les personnes et les groupes, notamment chez les femmes et chez les hommes. Dans ce questionnement, il faudrait notamment tenir compte des nouvelles dimensions du sens relationnel et social du travail, de même que des pluri-orientations de participation sociale. Le counseling de carrière devrait ainsi davantage intégrer ces nouvelles dimensions, et en découvrir de nombreuses autres. De cette manière, la personne, et la société dans son ensemble, pourraient, au sein des contingences propres à la nouvelle économie du savoir, davantage poursuivre une évolution significative et ce, grâce à la reconnaissance de la participation socioprofessionnelle de tous, dans des conditions humaines et justes.

Références

- Appay, B. (1997). Précarisation sociale et restructurations productrices. In B. Appay, A. Thébaud-Money (Eds.), *Précarisation sociale, travail et santé* (pp.509-555). Paris: Institut de recherche sur les sociétés contemporaines.
- Banford, R. (2002). Les filles détrônent les garçons. *La Presse*, 1er septembre 2002.
- Barnett, R.C. (1999). A new work-life model for the twenty-first Century. *The Annals of the American Academy of Political and Social Sciences*, 562, 143-158.
- Billiard, I. (1997). Le grand intégrateur selon Yves Barrel. In B. Appay, A. Thébaud-Money (Eds.), *Précarisation sociale, travail et santé* (pp.183-195). Paris: Institut de recherche sur les sociétés contemporaines.
- Busenberg, G. J. (2001). Learning organizations and public policy. *International Public Policy*, 21 (2), 173-189.
- Castells, M. (2002). *La galaxie Internet*. Paris: Fayard.
- Conseil consultatif des sciences et de la technologie (2000). *Viser plus haut: compétence dans l'économie du savoir*. Ottawa: Industrie Canada (ISBN: 0-662-64629-0).
- Conseil Européen (2000). Mémoire sur l'éducation et la formation tout au long de la vie <http://www.europa.eu.int/comm/education/lie/index.html>
- Dejours, C. (2000). *Travail, usure mentale*. Paris: Bayard.

- Doyle, M. (2000). Managing careers in organisations, In A. Collin et R. A. Young (Eds.), *The future of career* (pp. 228-242). London: Cambridge University Press.
- Etzioni, A. (2003). Toward a new socio-economic paradigm. *Socio-Economic Review*, 1(1), 105-118.
- Ferrand-Bechmann, D. (2000). *Le métier de bénévole*. Paris: Economica.
- Ferrand-Bechmann, D. (1992). *Bénévolat et solidarité*. Paris: Syros.
- Ferry, J.-M. (1995). *L'allocation universelle: pour un revenu de citoyenneté*. Paris: Cerf.
- Flyvbjerg, B. (1998). Habermas and Foucault : Thinkers for civil society? *British Journal of Sociology*, 49(2), p. 210-233.
- Foucault, M. (1985). *Surveiller et punir. Naissance de la prison*. Paris: Gallimard.
- Foucault, M. (1988). Truth, power, self: An interview with Michel Foucault. In L. H. Martin, & H. Gutman (Eds). *Technologies of the self* (pp. 9-16). Amherst, MA: Massachusetts University Press.
- Fragnière, G. (1992). Sept valeurs du travail, In R. Racine, R. Sue, & C. Lalive d'Épinay (Eds.), *L'Europe au-delà du chômage* (pp. 77-84). Bruxelles: PIE.
- Freyssenet, M. (1995). Historicité et centralité du travail. In J. Bidet et J. Texier (Eds.), *La crise du travail* (pp. 227-244). Paris: PUF.
- Gagnon, J. (2002, 9 juin). Des idées plein la tête: la colère citoyenne. Montréal: Radio-Canada, chaîne culturelle.
- Gallagher, S. (1992). *Hermeneutics and education*. New York : State University of New York Press.
- Gauchet, M. (2002). *La démocratie contre elle-même*. Paris: Gallimard.
- Giddens, A. (2003). *Runaway world : How globalization is reshaping our world*. New York : Routledge.
- Gorz, A. (1997). *Misères du présent, Richesse du possible*. Paris: Galilée.
- Graham, J. W. (1991). An essay on organizational citizenship behavior. *Employee Responsibilities and Rights Journal*, 4, 249-270.
- Goulet, L.R., & Singh, P. (2002). Career commitment: a reexamination and an extension, *Journal of Vocational Behavior*, 61, 73-91.
- Hirigoyen, M.-F. (2001). *Malaise dans le travail*. Paris: Syros.
- Homer-Dixon, T. (2002). The ingenuity gap: Can poor countries adapt to resource scarcity? <http://www.library.utoronto.ca/pics/ingen/ingen.htm>
- Latouche, D. (2003). De l'économie du savoir à l'économie intelligente où ? quand ? pourquoi ? In D.-G. Tremblay, & D. Rolland (Eds.), *La nouvelle économie* (pp.27-44). Québec: PUQ.
- Létourneau, J. (1997). L'emploi en contexte d'économie migrante et de société concurrentielle. In G. Laflamme, P. A. Lapointe, A. Larocque, J. Mercier, S. Morel, & F. Morin (Eds.), *La crise de l'emploi* (pp.173-209). Québec: P.U.L.
- Lifton, R. J. (1993). *The protean self*. New York : Basic Books.
- Lipietz, A. (1996). *La société en sablier*. Paris: La Découverte.
- Lipsey, R.G., Courant, P.N., & Ragan, C. (1999). *Microeconomics*. Reading, MA: Addison Wesley Longman.
- Méda, D., & Schor, J. (1997). *Travail: une révolution à venir*. Turin, Italie: ARTE Éditions.
- Michaud, C. (à paraître). Conceptions du changement en éducation. *Revue des sciences de l'éducation*.
- Michaud, C. (2001). Intégration des savoirs et enjeux de pouvoirs. In D. Raymond, *Nouveaux espaces de développement professionnel et organisationnel*. Actes du 13e Congrès de l'Association mondiale des sciences de l'éducation, Sherbrooke: Université de Sherbrooke, Qc.
- Michaud, C. (1999). Interaction des savoirs et des pouvoirs en formation des enseignants. *Cahiers de la recherche en éducation*, 6 (3), 421-440.
- Michaud, C., & Gauthier, C. (1996). Intégration des savoirs et des pouvoirs en formation des maîtres: analyse des discours (1969-1993). *Revue des sciences de l'Éducation*, 21(1), 3-23.
- OCDE (2003). *Au-delà du discours: politiques et pratiques de formation des adultes*. Paris : OCDE.
- Putnam, R.D. (2002). *Democracies in flux: The evolution of social capital in contemporary society*. New York : Oxford University Press.
- Putnam, R.D. (1996). The strange disappearance of civic America. *American Prospect*, 24, 34-48.
- Reid, D.G. (1995). *Work and leisure in the 21st century*. Toronto, ON: Wall & Emerson.

- Rifkin, J. (2002). *The hydrogen economy: The creation of the world-wide energy web and the redistribution of power on earth*. New York: Penguin Putnam.
- Rifkin, J. (2000). L'âge de l'accès. Montréal: La Découverte, Boréal.
- Rifkin, J. (1997). *La fin du travail*. Montréal: La Découverte, Boréal.
- Riverin-Simard, D., & Simard, Y. (2003a). Carrière et économie du savoir: l'importance de la participation informelle à l'organisation, *International Journal for Educational and Vocational Guidance*, 3(1), 35-53.
- Riverin-Simard, D., & Simard, Y. (2003b). Au-delà du lien travail-loisir: la citoyenneté. *Carriérologie*, 9(1-2), 219-240.
- Riverin-Simard, D., & Simard, Y. (2002). L'autre projet professionnel: le volontariat. *Canadian Journal for the Study of Adult Education*, 16(1), 56-78.
- Riverin-Simard, D. (1998). *Work and Personality*. Montreal: Meridien.
- Riverin-Simard, D. (1999) *Key roles in the revolution of work*. Ottawa: Canadian Career Development Foundation.
- Rogoff, B. (2003). *The cultural nature of human development*. London: Oxford University Press.
- Rojek, C. (2001). Leisure and life politics. *Leisure Studies*, 23, 115-125.
- Rosanvallon, P. (1995). La nouvelle question sociale: repenser l'État-providence. Paris: Seuil.
- Roustang, G. (1996). *Vers un nouveau contrat social*. Paris: DDB.
- SACA. (2000). *Le milieu communautaire: un acteur essentiel au développement du Québec*. Québec: Ministère de la solidarité sociale, Secrétariat à l'action communautaire autonome.
- Schnapper, D. (1997). *Contre la fin du travail*. Paris: Textuel.
- Spain, A., Hamel, S., & Bédard, L. (1991). La dimension relationnelle de l'identité, composante essentielle du développement vocationnel féminin. *Canadian Journal of Counselling*, 25(4), 531-541.
- Spain, A., Bédard, L., & Paiement, L. (1997). Le travail au féminin: une quête de sens. *Psychologie du travail et des organisations*, 3(3-4), 74-88.
- Spain, A., Bédard, L., & Paiement, L. (1998a). Conception révisée du développement de carrière au féminin. *Recherches féministes*, 11(1), 95-109.
- Spain, A., Bédard, L., & Paiement, L. (1998b). Le travail selon une perspective relationnelle. In C. Lamoureux et E. M. Morin (Eds), *Gestion des paradoxes dans les organisations: Tome 5*. (pp.147-158). Cap-Rouge, QC: Presses Inter Universitaires.
- Spain, A., Bédard, L., & Paiement, L. (2002). Le travail au féminin après le mitan de la vie. *Carriérologie*, 8(4), 657-674.
- Thurow, L. (2000). *La pyramide de la prospérité: la nouvelle économie du savoir*. Paris: Village Mondial.
- Toulmin, S. (1997). From feudal serfs to free agents: The future of employment, In J. Holmer et J. Ch. Karlson (Eds.). *Work: Quo vadis?* (pp.15-27). Brookfield, VT: Ashgate.
- Toupin, L. (2000). L'autoformation pour des organisations en changement, In R. Foucher (Ed.), *L'autoformation reliée au travail* (pp. 241-252). Montréal: Nouvelles.
- Touraine, A., & Khosrokhavar, F. (2000). *La recherche de soi*. Paris: Fayard.
- Touraine, A. (1997). *Pouvons-nous vivre ensemble?* Paris: Fayard.
- Union Européenne (1997). *L'impact des politiques structurelles sur la cohésion économique et sociale de l'Union 1989-1999*. Luxembourg: Office des publications officielles des Communautés européennes.
- Von Barloewen, C. (2003). *Anthropologie de la mondialisation*. Paris: Syrtex.